

du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Discussion de son amendement relatif aux investissements dans les territoires d'outre-mer* [6 mai 1951] (p. 4704); *Son amendement tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les départements d'outre-mer* (p. 4706); Art. 2 : *Son amendement tendant à réserver 249 millions à l'équipement agricole des départements d'outre-mer* (p. 4727, 4728).

ARNAL (M. Frank), Député du Var.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des moyens de communication [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [7 juin 1949] (p. 3172). — Est nommé membre : de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). — Est élu : Vice-président [2 février 1950] (**F. n° 510**), puis Président de cette commission [17 mai 1950] (**F. n° 552**).

Dépôts :

Le 25 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi constatant la nullité des actes dits « loi du 29 mars 1941 » et « loi du 28 septembre 1942 » portant modification à la loi du 4 mars 1929 sur l'organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 2143**. — Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Com-

mission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fournir les crédits nécessaires et à prendre rapidement les dispositions pour activer la mise au point et la construction en série d'un appareil de sauvetage des équipages de sous-marins, **n° 2220**. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant au redressement de la situation créée aux officiers d'administration et ingénieurs des directions de travaux de la marine atteints par le décret du 2 août 1940, **n° 3518**. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Arnal et plusieurs de ses collègues tendant au redressement de la situation créée aux officiers d'administration et ingénieurs des directions de travaux de la marine atteints par le décret du 2 août 1940, **n° 5142**. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du Mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages, **n° 7570**. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à étendre l'application des majorations de services prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, **n° 7878**. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, **n° 9434**. — Le 30 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi modifiant à titre provisoire les articles 54, 55 et 58 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 10096**. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter du 16 mars au 1^{er} avril 1951 l'application de la majoration de 10 0/0 en cas de non-paiement de l'impôt sur le revenu des per-

sonnes physiques, notamment en ce qui concerne les petits et moyens commerçants, **n° 12497**. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler le salaire des ouvriers titulaires, auxiliaires ou journaliers des établissements militaires (Air, Guerre, Marine), avec le salaire pratiqué dans les industries similaires de la région parisienne; 2° du M. Alfred Coste-Floret tendant à fixer le salaire des ouvriers civils des établissements militaires, **n° 12790**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : *Ses observations sur l'ensemble* [7 mars 1947] (p. 784). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1^{er}, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux du service des poudres* [10 mai 1950] (p. 3513); *le retire* (ibid); Etat A, GUERRE, Chap. 912 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armement* [11 mai 1950] (p. 3558); *le retire* (p. 3559); Etat A, MARINE, Chap. 9062 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (hélicoptères)* (p. 3589); *le retire* (ibid); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires; en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5034, 5038).

ARTHAUD (M. René), Député du Vaucluse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1948] (p. 4036), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950]

(p. 299); de la Commission des territoires d'outre-mer [8 novembre 1949] (p. 6002), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945 [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3350).

Dépôts :

Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à remettre à l'Etat la concession et la charge du canal d'irrigation de Pierrelatte, **n° 498**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à renforcer les sanctions professionnelles infligées à certains praticiens de professions médicales ou paramédicales pour des faits de collaboration, **n° 502**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à faire remettre à chaque écolier, à la fin de sa scolarité obligatoire, un exemplaire officiel du texte de la Constitution de la République française, **n° 503**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de la Santé publique et de la Population un crédit de dix millions destiné à permettre à des malades français de bénéficier de thérapeutiques seulement appliquées dans des pays étranger, **n° 508**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à améliorer le contrôle médical scolaire, **n° 735**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à la création d'écoles normales d'infirmières ou infirmiers et d'assistantes ou assistants de service social, **n° 1763**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer sans délai le prix du blé et le prix des battages, **n° 1938**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à accorder une subvention d'un million de francs aux organisateurs des manifestations artistiques du théâtre antique d'Orange, **n° 2133**. — Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la titularisation des inspecteurs des pharmacies à occupation accessoire, **n° 2295**. — Le 21 novembre 1947, une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Agriculture un crédit de vingt millions pour réparer les dégâts commis aux exploitations